

# Femmes et exil durant la Première Internationale

Florence Loriaux

En 1864 est créé à Londres l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), un moment capital dans l'émergence d'un mouvement ouvrier organisé. Mais quelle place les femmes ont-elles eu au sein de ce mouvement ?

Même si on peut observer que les femmes se mobilisent dans les années de crise (1860-1870) au cours desquelles les grèves et les manifestations se multiplient, l'admission des femmes au sein de l'AIT est loin d'être une évidence et a suscité de nombreux débats au sein des instances avant que le conseil général de l'AIT ne recommande la fondation de sections féminines parmi les organisations ouvrières<sup>1</sup>.

En Belgique, les sections sont ouvertes aux femmes, mais les militants restent majoritairement hostiles aux militantes, même si les femmes tout comme les hommes sont arrêtées pour fait de grève, ou sont tuées lors des répressions<sup>2</sup> : «*le 3 juillet 1861, quinze cents ouvriers rassemblés près de Grisoeuil encore en activité veulent faire cesser le travail et accueillent la gendarmerie à coup de pierres. Celle-ci charge d'abord après trois sommations d'usage pour dissiper les groupes. Puis les démonstrations de la foule devenant de plus en plus menaçantes, elle tire sur les ouvriers. Une femme est tuée. Il y a quelques blessés*»<sup>3</sup>.

Quoiqu'il en soit, comme l'écrivait en 1968 le professeur J. Dhondt dans son article traitant des femmes et de la Première Internationale : «*les éléments sont si ténus et presque imperceptibles au point que toute la question risque de passer inaperçue*»<sup>4</sup>.

Que dire des femmes exilées durant cette même période ? Sinon que les traces qu'elles ont laissées sont encore plus infimes, apparaissant en filigranes dans les archives de l'AIT tout comme dans les rapports de police qui suivent pourtant à la trace les activités des militants.<sup>5</sup>

Remarquons que même s'il existe une grande mobilité chez les membres de l'Internationale, on ne peut toutefois pas généraliser et parler pour tous d'exil politique. Dans de nombreux cas, le départ sera lié soit à une raison économique (recherche d'un emploi) soit aussi à une forme de «promotion» si un membre est amené à assumer un poste de responsabilité au sein des organes dirigeants de l'AIT.

Le moment qui au cours de cette période nous semble quantitativement le plus important en terme de déplacements liés à des raisons politiques est celui de l'échec de la Commune de Paris de 1871. Le point commun étant leur lien à l'AIT, nous avons essayé de repérer des femmes qui ont subi l'exil

1. COENEN, M.-Th., *Syndicalisme au féminin*, t.1 : 1930-1940, Bruxelles, CARHOP, 2008.

2. Voir par exemple à ce sujet les textes publiés dans OUKHOW, C., *Documents relatifs à l'histoire de la Première Internationale en Wallonie*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1967 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°47), p.171.

3. HENNEAUX-DEPOOTER, L., *Misères et luttes sociales dans le Hainaut, 1860-1869*, Bruxelles, ULB, 1959, p.123.

4. DHONDT, J., *Les femmes et la Première Internationale en Belgique*, dans *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles, Éditions de l'Institut de Sociologie, ULB, 1968, p. 239-250.

5. Ministère de la justice, administration de la Sécurité Publique, Police des étrangers, dossiers individuels. Signalons qu'au cours de notre recherche, nous n'avons pu que constater la disparition d'un grand nombre de ces dossiers et notamment ceux concernant des femmes.

soit parce qu'elles ont été amenées à en prendre elles-mêmes la route, soit parce qu'elles n'ont pas pu partir alors que le conjoint est condamné à prendre la fuite, soit encore parce qu'elles ont suivi le conjoint, etc. Notons qu'une grande majorité d'entre-elles appartenaient au mouvement ouvrier, milieu dans lequel le rapport à l'écrit est moins fréquent et que nous avons peu de chance de trouver des journaux intimes, de grandes correspondances. Ce n'est souvent que par les rapports de police et les correspondances échangées entre les responsables de l'AIT que nous trouverons des bribes d'éléments nous permettant de retracer le contexte et les conditions de l'exil.

Premier constat : la grande majorité des femmes qui arrivent ou transitent par la Belgique sont des épouses, des compagnes ou des mères de réfugiés politiques venant rejoindre leur mari ou leur fils, pour la plupart parti seuls et sans aucunes ressources. Ces derniers après avoir réussi à franchir la frontière pourtant sévèrement surveillée, sont accueillis par des militants et des militantes appartenant au mouvement internationaliste prenant fait et cause pour les communaux assimilés par les autorités belges non à des réfugiés politiques mais plutôt à «des assassins et des voleurs».

Un grand nombre d'entre eux seront notamment secourus par Désiré Brismée<sup>6</sup> et sa compagne Jeanne Costajuga, veuve de l'imprimeur Voglet, qui leur fournissaient logement et nourriture durant quelques jours : «*La plupart arrivaient ici sans ressources. Désiré Brismée malgré sa pauvreté, ouvrit sa maison à tous, et toute la journée, sa vieille compagne faisait du café et coupait des tranches de pain pour en rassasier les proscrits faméliques. Oh ! Ce que ces malheureux ont souffert, pendant les premiers temps de leur exil est inimaginable<sup>7</sup>*». Cette aide n'étant toutefois pas suffisante, un grand nombre d'entre eux connaîtront de grandes difficultés financières en attendant de retrouver du travail. Jeanne Brismée aide en juin 1870 Eugène Varlin qui fuit les persécutions de l'Empire contre l'Internationale.

À cette situation précaire s'ajoute l'angoisse de savoir leur famille restée en France. Pour beaucoup, elles sont dans le plus grand dénuement, et la situation reste terriblement préoccupante «*Et à leurs souffrances physiques, il fallait ajouter encore les souffrances morales : la plupart étaient mariés. Ils avaient dû quitter leur femme et leurs enfants, sans ressources, eux aussi, au milieu d'une réaction sans bornes, d'une répression sans pitié !<sup>8</sup>*». C'est pour secourir ces familles que de nombreuses collectes sont organisées au sein de l'Internationale afin de financer leur venue en Belgique. On assiste ainsi à l'organisation de concerts au bénéfice de réfugiés comme ce fut le cas pour ce polisseur français afin de «payer les frais de voyage de sa femme et de ses six enfants qui se trouvent à Paris dans la misère<sup>9</sup>». La situation financière est tout aussi difficile pour les veuves restant seules dans un pays étranger et pour lesquelles des collectes sont également organisées.

En attendant que la famille soit réunie, celles qui le peuvent, trouvent refuge chez leurs parents. C'est notamment le cas de Louise Pierrette Muzard<sup>10</sup>, épouse de l'écrivain et chimiste Vaughan<sup>11</sup>, futur directeur de *l'Aurore*, qui, condamné à deux ans de prison pour son soutien à la Commune, fuit en Belgique en septembre 1871.

---

6. Désiré Brismée (1822-1888) : typographe et imprimeur bruxellois, il participa au mouvement démocratique et républicain dès avant 1848 et fut membre de la société des libres-penseurs «L'Affranchissement» (fondée en août 1854) qu'il quitta en juillet 1857 pour fonder la société «Les Solidaires», *association pour l'enterrement civil, caisse d'assurances mutuelles, de secours fraternels, de prévoyance et de propagande*. Il fut avec Jan Pelling et ses deux futurs gendres, Eugène Hins et César De Paepé, l'un des fondateurs de l'association «Le Peuple» qui eut comme organe *La Tribune du Peuple* ; celle-ci devint en 1866 le porte-parole de la section belge de l'AIT. Brismée fut membre du conseil général des sections belges de l'Internationale et participa aux Congrès de Bruxelles (1868), de Bâle (1869), de La Haye (1872) et de Bruxelles (1874). En 1887, il était membre du conseil exécutif du Parti ouvrier belge fondé en 1885. Son nom est lié à l'édition de la propagande socialiste et démocratique belge dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

7. LOUIS, B., *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, 1907, p. 50.

8. LOUIS, B., *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, 1907, p. 50.

9. WOUTERS, H., *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de I<sup>e</sup> Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1971 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°60), t. II, p. 721.-

10. AGR, Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique, Police des étrangers, dossier 244.270 Vaughan-Muzard.

11. Dossier 244.270 : Vaughan-Muzard. Joseph Richard VAUGHAN, chimiste, écrivain, industriel et commerçant, dit «Frère Jacques» ou «Poète». Il a collaboré à plusieurs journaux (directeur de *l'Aurore*, collaborateur à *La Trique*, ...).

Elle le rejoindra finalement en novembre 1871 avec ses quatre enfants dont un bébé. Déménageant pratiquement chaque année, Louise Vaughan continuera longtemps à être domiciliée chez ses parents. Comme pour beaucoup d'autres femmes, nous savons très peu de choses de sa vie sinon qu'elle devra pratiquement assurer seule les charges familiales et l'éducation des enfants, son mari se consacrant presque exclusivement à ses activités politiques. On sait également que s'il arrive à se rétablir financièrement, il laissera sa famille dans la misère.

Pendant ce temps, les conditions de vie quotidienne ne sont guère faciles. Pour les exilées bourgeoises qui ont été habituées à un autre train de vie, l'exil leur fait connaître le plus grand dénuement : «*L'intérieur de Vaughan est tout ce qu'il y a de plus français : nu, disparate, malpropre, un peigne à côté d'un livre, une assiette de beurre toisant un chapeau, des bottines contre les œuvres de Molière, etc.*». Toutefois le rapport de police précise que s'ils n'ont pas de bonne, ils ont «*3.000 francs par mois pour faire face à tout*» ce qui constitue un revenu largement supérieur par rapport à d'autres exilés.

Si l'accueil et le dévouement sont considérés comme des vertus féminines que doit développer la femme de l'exilé, il est parfois difficile de faire bonne figure quand les ressources financières sont plus que limitées. L'accueil que Madame Vaughan réserve aux nombreux invités de son mari est d'ailleurs mentionné dans un rapport de police : «*Il y a quelques jours, à 7 heures du soir, six couverts sont sur la table, on sonne, entre la famille Aubry, 5 personnes, ... tous déversent et boivent en conséquence. Madame Vaughan reçoit tout le monde d'un air de bouledogue. Elle n'a pas tort : ils sont souvent 18 à table*».

Les réfugiés devant s'abstenir de toute activité politique, ce sont parfois les épouses qui les rappellent à l'ordre. Ainsi lors du banquet d'anniversaire de la révolution de 1848 organisé par l'Association Le Peuple à l'initiative de Désiré Brismée, Pierre Vésinier<sup>12</sup>, collaborateur à *la Tribune du Peuple*, prend la parole alors que sa femme tente de l'en dissuader<sup>13</sup>.

Amélie Delesalle<sup>14</sup>, fille du libre-penseur et socialiste Bonami Delesalle et épouse de Paul Robin<sup>15</sup>, restée à Bruxelles, malade, alors que son mari recevait notification d'un arrêté d'expulsion à la suite de ses interventions lors des grèves des ouvriers puddleurs de Seraing et du Borinage, se désespérait de voir son mari maintenir ses activités militantes. Robin écrit à ce propos à Eugène Hins «*avez*

---

12 Pierre VÉSINIER (1826-1902), journaliste à Mâcon puis à Paris il est proscrit après le coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851. Il s'installe à Genève d'où il est expulsé, puis à Bruxelles et enfin à Londres. Il publie des caricatures contre Napoléon III, l'impératrice Eugénie et le pape Pie IX. En 1867, il est condamné à dix-huit mois de prison par un tribunal belge. En 1864, il adhère à l'Association internationale des travailleurs. Il revient à Paris après la proclamation de la République le 4 septembre 1870. Pendant le siège de Paris par les Allemands (septembre 1870-mars 1871), il est élu commandant d'un bataillon de la Garde nationale. Il participe à l'insurrection du 31 octobre 1870 contre la politique du Gouvernement de la Défense nationale. Après la proclamation de la Commune (26 mars 1871), il lance le journal *Paris libre*. Aux élections complémentaires du 16 avril 1871, il est élu au Conseil de la Commune par le 1<sup>er</sup> arrondissement; il siège à la commission des Services publics et devient directeur du *Journal Officiel* le 12 mai. Après la Semaine sanglante il se réfugie à Londres. Il publie *Histoire de la Commune de Paris* (en 1871) et *Comment a péri la Commune* (en 1892).

13. WOUTERS, H., *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de 1<sup>re</sup> Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1971 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°60), t. I, p. 12.

14. GR, Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique, Police des étrangers dossier n°196-844 Robin-Delessale.

15. Paul Robin (1837-1912), membre de la Première Internationale, militant anarchiste, pédagogue libertaire, propagandiste néo-malthusien et pionnier de la pédagogie moderne né le 3 avril 1837 à Toulon et mort à Genève le 31 août 1912. Issu d'une famille bourgeoise, catholique, Paul Robin après avoir été professeur, vient en Belgique où il rejoint l'Association internationale des travailleurs en 1866. Expulsé après avoir témoigné pendant l'instruction du procès contre l'Internationale en 1869, il trouve alors refuge à Genève où il se lie avec Bakounine. À Bâle, lors du quatrième congrès de l'AIT (1869), Paul Robin présente un rapport sur l'enseignement intégral. De retour à Paris en 1870, il est emprisonné, puis libéré après la déclaration de la République. Il part de nouveau à Bruxelles et ne participe pas à la Commune de Paris. En octobre 1871, Paul Robin est à Londres où, sur la proposition de Karl Marx, il est élu membre du Conseil général de l'Internationale avant d'en être exclu en 1872. C'est à cette époque que Robin commence à s'intéresser aux problèmes liés à la démographie, en particulier à la natalité. Au congrès de l'AIT de 1877, il expose ses thèses néo-malthusianistes et prône le libre accès à la contraception et l'avortement ainsi que l'amélioration de la condition féminine.

De retour en France, Robin s'intéresse aux questions pédagogiques qui l'ont toujours passionné et devient inspecteur de l'enseignement primaire à Blois. Toutefois, ses initiatives pédagogiques attirent à ce promoteur de l'enseignement intégral de nombreuses inimitiés qui le contraignent à demander sa mutation. Il dirigera ensuite de 1880 à 1894 un orphelinat dans lequel il tentera de mettre en pratique son projet pédagogique. Révoqué en 1894, il devient quelques mois plus tard professeur à l'Université Nouvelle et à l'École des Hautes Études de Bruxelles. Il se retira finalement en Suisse où il met fin à ses jours en 1912. dans MAITRON, J., *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français*, deuxième partie : 1864-1871.

*donc un peu la tête à ma chère femme qui est remplie de désolation parce que j'ai dû répondre à sa demande que j'irai quelquefois le soir à l'Internationale. Veuillez donc aussi vous informer si elle a fait des démarches pour établir sa résidence chez Madame Delesalle<sup>16</sup>*. Amélie Delesalle ira rejoindre son mari en Suisse, son voyage étant organisé par Hins et Brismée. C'est Eugène Hins<sup>17</sup> qui se chargera de la mener en Suisse avec ses deux jeunes enfants mais aussi avec ses bagages chargés d'exemplaires de la presse internationaliste.

Les risques d'être expulsés du territoire belge et de voir la cellule familiale exploser sont bien réels comme en témoigne Brismée qui signale qu'«un nommé Bontant doit quitter le pays sans ressource et laisser sa femme et ses enfants dans la misère».

À de rares exceptions près, on retrouve ces femmes dans des rôles plus classiques relevant du champ du social comme l'éducation des enfants, s'occuper des soins aux malades et aux mourants ainsi que de l'organisation des funérailles auxquelles les femmes assistent massivement. C'est Julienne Sébert qui soignera et préparera le catafalque de Gustave Tridon.

On les voit parfois assister aux réunions et aux conférences et elles peuvent devenir membre d'associations chargées de procurer une aide matérielle aux réfugiés comme «L'Affranchissement» créé en 1854, «Les Solidaires» constitués en 1857 et assurant l'enterrement civil de ses membres ou «Les Cosmopolitains» mis sur pied en 1875. L'affiliation à ces associations se fait le plus souvent en couple.

Elles sont également souvent responsables des collectes organisées en faveur des réfugiés, elles accompagnent leur mari ou leur père lors de banquets ou de concerts organisés par les Internationalistes et /ou les Communards et n'hésitent pas à y interpréter, outre des romances, des chansons démocratiques et républicaines comme «La Marseillaise de l'Internationale», «À Bas les Jésuites», «Les aristots», «Le chant des travailleurs»,...

Leur présence à ces réunions où à ces rassemblements ne mobilisent cependant les policiers qui, dans leurs rapports ont souvent traité les femmes différemment des hommes, comme si elles ne représentaient pas le même danger et qu'il suffit simplement d'évoquer leur présence sans qu'il soit nécessaire de les décrire davantage. Leur nom figure rarement dans les rapports et au mieux on n'y trouve que quelques caractéristiques physiques.

La même réflexion peut se poser lors de leur venue sur le territoire. Lorsque Élisabeth Morel, veuve Tridon<sup>18</sup> vient à Bruxelles pour assister son fils Gustave Tridon<sup>19</sup> dans ses derniers moments, elle arrive par le train. Elle déclare «qu'il y avait beaucoup de monde dans le train et qu'on ne lui a pas demandé son passeport. Il en est de même pour plusieurs autres dames, on ne se montrait sévère que pour les hommes». Pourtant en France son appartement avait été mis à sac par la police qui recherchait son fils.

Certains leaders internationalistes choisissent la voie de l'exil afin d'échapper à la misère, leurs prises de position les empêchant parfois de trouver du travail. Si certains refusent de voir leur femme exercer une activité professionnelle, d'autres n'ont pas le choix. C'est le cas de Marie Iatskévitich<sup>20</sup>, trésorière de l'Internationale parisienne, plus connue sous le nom de citoyenne Marie qui, lorsqu'elle épouse l'Internationaliste belge Eugène Hins, et vient vivre d'abord à Bruxelles, puis à Verviers, choisira avec Hins et leurs jumelles de prendre la route de l'exil russe. Marie et Eugène Hins trouveront des emplois

16. 91. Paul Robin à Eugène Hins, IISG, De Paepe, Genève, 27 août 1869

17. MAYNÉ, M., *Eugène Hins. Une grande figure de la Première Internationale en Belgique*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1994.

18. GR, Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique, Police des étrangers dossier 217.093 Tridon-Morel.

19. Gustave Tridon (Dijon 1841-Bruxelles 1871) avocat, ami de Blanqui, il deviendra membre de l'AIT. Abs, R., *Un membre de la Commune de Paris à Bruxelles*, dans *Socialisme*, janvier 1971, n°103, p.73-81.

20 Marie Iatskévitich (1840-1917), préceptrice à Moscou, elle s'installe ensuite à Saint-Petersbourg où elle donne des leçons particulières pour vivre. Elle se rend ensuite à Paris où elle travaille à «La Marmite» un restaurant coopératif où elle rencontre Eugène Hins. Après la naissance de leurs jumelles, les Hins s'installent à Stembert avant de partir en Russie en 1872. Ils reviendront en Belgique en 1880, Hins ayant trouvé un poste d'enseignant d'abord à Ostende puis à Charleroi.

d'enseignant mais l'un à Kiev et l'autre à Saint-Petersbourg, les obligeant à vivre séparément.

Louise Blarette<sup>21</sup>, épouse du lithographe Hector Aubry qui se réfugie en Belgique où il rédigea dans le journal *l'Internationale* les correspondances signées «Durant», trouvera finalement avec sa fille du travail à Paris comme piqueuses de bottines.

Les angoisses liées aux menaces d'expulsion, les filatures, les perquisitions auront peut-être joué un rôle sur l'espérance de vie de ces femmes et le nombre de fausses couches évoquées pourrait être lié à ces conditions de vie.

### Quelques cas de femmes en Belgique

L'exemple le plus significatif mais aussi le plus connu est celui de Julienne Sébert<sup>22</sup>. Née à Lille, elle épouse Frémaux dont elle aura une fille et s'installera à Paris comme corsetière.

Sa rencontre avec Auguste Blanqui fut déterminante pour son engagement politique. Expulsée de France en 1851, elle vient s'installer à Bruxelles. Rentrée en France après l'amnistie, elle sera condamnée avec Blanqui à un an de prison pour appartenance à une société secrète ainsi qu'à une amende de cent francs et à deux ans de privation des droits civiques. Dès sa sortie de prison, elle se réinstalla à Bruxelles et y ouvrit un débit de tabac.

Considérée comme la providence de tous les exilés, elle accueillait Internationalistes et Communards exilés.

Elle participe à de nombreux événements festifs organisés par les associations, se rend aux enterrements des proscrits, chante dans les concerts. Elle aussi connaîtra également la misère car en 1875, une collecte sera organisée en sa faveur. Elle mourra à Paris où elle était rentrée le 28 mai 1882<sup>23</sup>.

Une autre figure féminine d'envergure est Wilhemine Müller plus connue sous le nom de Mina Pucinelli ou Mina la Républicaine qui présente un parcours passionnant même s'il est sans doute teinté d'un peu d'affabulation romanesque.<sup>24</sup>

Née le 18 avril 1835 à Elbing en Prusse, elle épouse le capitaine français Léonard Pucinelli dont elle signale qu'il est mort lors de la guerre franco-prusse.

Son parcours commence en Europe où elle visite les villes d'eaux tout en se faisant passer pour une marquise, alors que son mari est toujours caserné à Alger.

Arrivée à Berlin sans aucune ressource, elle y aurait offert ses services comme agent politique. Mina Puccinelli sera finalement expulsée de Berlin où on la soupçonne de se livrer à des pratiques d'espionnage et de prostitution. Elle serait retournée en France, s'installant à Bordeaux où elle obtint un passeport pour se rendre ensuite à Saint-Josse-ten-Noode et devenir membre de l'Internationale.

Dès son arrivée en Belgique en 1871, sa biographie se précise. Présentée dans la presse comme la nouvelle Jeanne d'Arc, capitaine des volontaires de la mort, on y apprend qu'elle a servi sous les ordres de Garibaldi lors de la guerre franco-prussienne de 1870, qu'elle y fut blessée lors de la bataille de Dijon et fut faite prisonnière à Berlin. Elle aurait également vécu en Espagne où elle dirigea le journal «El Léon».

Forte personnalité à multiples facettes, cette communarde, veuve de communard, auteure, journaliste, militante de la cause républicaine et de Garibaldi, est étroitement surveillée par la police des étrangers dès son arrivée en Belgique. On connaît l'environnement dans lequel elle vit, on contrôle sa moralité et on surveille ses fréquentations masculines.

---

21. GR, Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique, Police des étrangers, dossier n°246.598.

22. DOMMAGET, M., *La vie de Blanqui sous le Second Empire*, dans *Le Mouvement social*, avril-juin 1961, n°35, p.30-41.

23. DOMMAGET, M., *La vie de Blanqui sous le second Empire*, dans *Le mouvement social*, n°35, avril-juin 1961, p. 33-34.  
BERTRAND, L., *Histoire de la démocratie et du socialisme*, t.II, Bruxelles, 1907, p. 24.

24. AGR, Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique, Police des étrangers, dossier n° 240975.

Dès son arrivée à Bruxelles, elle demande à être admise à la section de l'Internationale. Sa candidature donne lieu à discussion mais est finalement acceptée.<sup>25</sup> La police des étrangers surveille tous ses déplacements. Elle est mentionnée dans un banquet de l'Internationale à Cureghem, Elle tient des meetings à Bruxelles, à Liège. On la retrouve à Verviers, le 23 octobre 1871. Beaucoup de femmes assistent à ses conférences. Le 2 novembre 1871, elle est à Dison où, après un discours enflammé sur la république et l'Internationale, elle s'adresse aux femmes : «*Elle les engage à épouser les idées du socialisme et leur dit que d'elles seules dépend le triomphe des idées que cette société préconise et d'où dépend la régénération sociale. Cinq à six cents personnes y assistaient et parmi elle une cinquantaine de femmes*<sup>26</sup>». La surveillance ne se relâche pas, le 4 novembre, «*elle a donné une conférence pour les femmes seules. Celles-ci étaient en grand nombre. Ce que la Pucinelli leur prêcha, c'est le dévouement à l'Internationale, c'est-à-dire le mépris des lois*». Le 7, à Ensival elle tient un meeting où plusieurs centaines de personnes participent, parmi lesquelles de nombreuses femmes. «*L'affluence a encore grandi lors de la sortie des ouvriers des diverses fabriques. Mina Pucinelli a traité de la réduction des heures de travail et de l'augmentation de salaire. Elle n'a présenté aucun argument nouveau à l'appui de sa thèse. Elle a répété avec de légères variantes les raisons avancées par tous les orateurs précédents, qui ont traité cette question. Elle s'est à la fin de sa péroraison attachée à amener les femmes à s'associer au mouvement ouvrier. Elle a cherché avec son langage si passionné à les convaincre que sans elles, il n'y avait pas de réussite possible. On l'a très vivement applaudie*<sup>27</sup>».

«*Madame Pucinelli me fait l'effet d'une communieuse de première espèce car elle rapporte quelques faits qui se sont passés pendant ce temps. Cette femme est dangereuse et j'aime à croire que, si elle donnait quelques conférences, elle entraînerait toutes les ouvrières de notre petite ville, car elle parle avec une éloquence à faire faiblir le cœur de ces quelques malheureux internationaux*<sup>28</sup>». Cette série de meetings, tenue à Verviers et dans les environs, en novembre 1871, a peut être influencé Marie Mineur et Hubertine Ruwette dans leur décision de passer à l'action dans l'Internationale.

Outre ses conférences, elle publie en Belgique une brochure intitulée «*L'homme obscur qui ment*», et dont on précise qu'il s'agit d'un «roman historique de la France».

Les rapports de police continueront de la présenter comme une «républicaine enragée» prise en charge par l'Internationale de Belgique afin d'embrigader la partie féminine de la population ouvrière. Elle est également traitée «d'amazone aux discours dangereux». Expulsée de Belgique en novembre 1871, elle sera tuée d'un éclat d'obus à Valence en prenant part au combat en 1873 lorsque la ville sera attaquée par les Républicains.

Un autre cas un peu particulier est celui de l'épouse belge de François Lemonnyer<sup>29</sup>, libraire français qui se réfugia à Bruxelles en 1872 pour fuir ses créanciers.

Bien qu'il ne soit pas membre de l'Internationale, le commerce d'ouvrages politiques et d'ouvrages érotiques qu'il introduit clandestinement en France, lui offre la possibilité de fréquenter les Internationalistes ainsi que les réfugiés politiques. Toutefois, selon les rapports de police, «il n'aurait entrepris son commerce frauduleux que par esprit de lucre et nullement dans un but de propagande politique ou anti-religieuse».

---

25. WOUTERS, H., *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de I<sup>e</sup> Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1971 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°60), p.411.

26. Le commissaire de police de Dison à l'administrateur de la sécurité publique, 2 novembre 1871, dans WOUTERS, H., *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de I<sup>e</sup> Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1971 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°60), p. 429.

27. Le commissaire de police de Dison à l'administrateur de la sûreté publique, 7 novembre 1871, dans WOUTERS, H., *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de I<sup>e</sup> Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1971 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°60), p. 434-435.

28. Rapport d'un agent de police au commissaire de Verviers, 27 octobre 1871, dans WOUTERS, H., *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de I<sup>e</sup> Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1971 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°60), p. 427.

29. VUILLEUMIER, M., *Sur quelques proscrits de la Commune*, dans *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1963, n°44, p.74-78. Dossier n°254.609. Lemonnyer-Willocq.

En 1873, il épousa en Belgique sa compagne Florence Willocq qu'il utilisait pour introduire frauduleusement en France les ouvrages prohibés.

Elle se charge de cette introduction avec l'aide de trois autres femmes habitant le Hainaut : *«chacune d'elles passe la frontière à pied avec une charge d'environ 20 kilogrammes de ces livres, imprimés sur papier pelure, et cachés dans le bas des robes ; elles ne se débarrassent de leurs charges que lorsqu'elles sont sûres de ne plus être suivies. Lille est le quartier général. Elles se rendent ensuite à Paris où Lemonnyer doit avoir un correspondant on ne sait où».*

Pour éviter une condamnation pour vente de littérature obscène, il s'enfuit au Luxembourg puis reviendra s'installer à Rouen. En 1903, sa veuve reviendra s'installer en Belgique pour se lancer dans le même type de commerce.

Il y a aussi Rose-Françoise Bouilly<sup>30</sup>, ménagère devenue cantinière pendant la Commune venue se réfugier à Ixelles. Elle n'est toutefois identifiée que par rapport à son mari Joseph Narcisse Puissant, membre de l'Internationale, qui prendra une part active dans l'organisation belge<sup>31</sup>. La seule chose que l'on sache d'elle, c'est qu'elle est «plus exaltée que lui».

Nous aurions souhaité trouver en Belgique des traces de l'exil de militantes de l'envergure d'une Nathalie Lemel<sup>32</sup>, d'une Élisabeth Dmitrieff<sup>33</sup>, ou d'une Anna Jaclard<sup>34</sup>. Si la recherche en Belgique n'a pas encore fourni beaucoup d'éléments, le croisement des données fournies par un dépouillement approfondi des archives des militants et des archives de la police des étrangers conservés dans les principaux pays d'immigration où se réfugient les membres de l'AIT (Suisse, Angleterre, USA) pourraient aider à sortir de l'ombre ces femmes dont certaines furent sans doute parfois militantes malgré elles.



---

30. AGR, Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique, Police des étrangers, dossier 245.451, née à Charbonnière le 19 mars 1837.

31. SARTORIUS, F. et DE PAEPE, J.L., *Les communards en exil. État de la proscription communaliste à Bruxelles et dans les faubourgs, 1871-1880*, dans Cahiers Bruxellois, t. XV-XVI, 1970-71, fascicule 1-2, p. 38.

32. Nathalie LE MEL (1826-1921), libraire à Quimper, elle vient s'installer à Paris avec son mari et leurs 3 enfants, comme ouvrière dans un atelier de reliure. Gagnée très vite aux doctrines socialistes, elle adhère dès 1866 à l'AIT et crée avec Eugène VARLIN le restaurant coopératif «La Marmite» qui se rendra célèbre durant le Sièges en servant chaque jour des centaines de repas aux gens privés de ressources.

Durant la Commune elle est, avec Élisabeth DMITRIEFF, la principale organisatrice de l'Union des Femmes au sein de laquelle elle s'occupe surtout de questions sociales. Arrêtée, elle est condamnée à la déportation en Nouvelle-Calédonie. Rentrée à Paris, elle finira ses jours dans la misère à l'Hôpital d'Ivry.

33. Élisabeth DMITRIEFF (1851-1910), fille d'un Officier tsariste, elle milite très jeune dans les cercles socialistes de Saint-Petersbourg. En 1868, elle se rend en Suisse où elle participe à la création de la Section russe de l'Internationale. Déléguée à Londres elle se lie à Karl MARX qui l'envoie en mission d'information à Paris en mars 1871. Elle prend part aux combats de rue de la semaine sanglante, parvient à s'enfuir et à regagner la Russie. Elle y épouse un condamné politique pour lui éviter la peine de mort et le suivra en déportation en Sibérie où elle terminera ses jours.

34. Anna JACLARD (1844-1887), fille d'un Général russe et sœur de la mathématicienne Sophie Kovalevski, elle se rend à Paris afin d'étudier la question sociale. Elle épouse Victor Jaclard, un militant des milieux blanquites et adhère à la Section russe de l'Internationale. C'est vraisemblablement elle qui traduit en français le message inaugural de MARX à la Première Internationale.

Sous la Commune, elle fonde avec André LEO, le journal *La Sociale* et est également membre du Comité de Vigilance de Montmartre. Condamnée par contumace aux travaux forcés à perpétuité, elle se réfugie en Suisse puis en Russie avec son mari. Ils rentreront en France après l'amnistie.

## BIBLIOGRAPHIE

DOMMANGET, M., «La vie de Blanqui sous le Second Empire», *Le Mouvement social*, avril-juin 1961, n°35, p. 30-41.

DOMMANGET, M., «La vie de Blanqui sous le Second Empire», *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1962, n°40, p. 74-87.

*La Commune de 1871. Actes du colloque universitaire pour la commémoration du centenaire, Paris, les 21,22 et 23 mai 1971*, dans *Le Mouvement social*, avril-juin 1972, n°9.

DEVREESE, D., *Documents relatifs aux militants belges de l'Association internationale des travailleurs : correspondance 1865-1872*, Louvain-Bruxelles, Nauwelaerts, 1986 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°79).

DE WEERDT, D., *Les proscrits de la commune de Paris: répercussions sur le mouvement ouvrier*, dans *Socialisme*, janvier 1971, n°103, p. 66-72.

ABS, R., *Un membre de la Commune de Paris à Bruxelles*, dans *Socialisme*, janvier 1971, n°103, p. 73-81.

MAITRON, J., *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français*, deuxième partie : 1864-1871.

MAYNE, M., *Eugène Hins, une grande figure de la Première Internationale en Belgique*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1994 (Mémoires de la classe des lettres, collection in 8°, 3<sup>ème</sup> série, 11).

OUKHOW, C., *Documents relatifs à l'histoire de la Première Internationale en Wallonie*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1967 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°47).

SAINT-FERRÉOL, A., *Les proscrits en Belgique ou la Belgique contemporaine vue à travers l'exil*, Bruxelles, 1870.

SARTORIUS, F. et DE PAEPE, J.-L., *Les communards en exil : état de la proscription communaliste à Bruxelles et dans les faubourgs, 1871-1880*, Cahiers Bruxellois, t.XV (1970), n°1-2, Bruxelles, 1971.

VUILLEUMIER, M., *Sur quelques proscrits de la Commune*, dans *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1963, n°44, p. 63-82.

VUILLEUMIER, M., *La correspondance du peintre Gustave Jeanneret*, dans *Le Mouvement social*, avril-juin 1965, n°51, 75-112.

WOUTERS, H., *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de I<sup>ère</sup> Internationale (1866-1880)*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts-Béatrice Nauwelaerts, 1971 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n°60).